

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 06/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KNAUF INSULATION LANNEMEZAN**

MEGAZONE DEPARTEMENTALE  
57970 Illange

Références : ILLANGE\_KNAUF-INSULATION\_2026-01-27\_RAPVI-echeances-incident\_CP\_02519  
Code AIOT : 0003012705

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement KNAUF INSULATION LANNEMEZAN implanté MEGAZONE DEPARTEMENTALE 57970 Illange. L'inspection a été annoncée le 18/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances suite aux visites d'inspection des 10 juin et 9 octobre 2025 ainsi que suite à l'incident signalé le 21 décembre 2025 par l'exploitant (ouverture de la cheminée d'urgence E2).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF INSULATION LANNEMEZAN

- MEGAZONE DEPARTEMENTALE 57970 Illange
- Code AIOT : 0003012705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KNAUF INSULATION LANNEMEZAN est autorisée par arrêté préfectoral n°2018-DCAT/BEPE-273 du 21 décembre 2018 modifié à exploiter une installation de production de laine de roche sur le territoire de la commune d'Illange.

L'établissement est notamment soumis à l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.2.2 et 3.2.3 partiels	/	Demande d'action corrective	3 mois
3	Usage de la cheminée E2	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Rapport relatif à l'incident signalé le 21/12/2025	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 2.5.1	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeur limite de concentrations des amines du	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.2.3 partiel	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	conduit E5			

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des engagements de l'exploitant, l'inspection des installations classées (l'inspection) ne propose pas de suites administratives dans l'immédiat mais demande à l'exploitant de lui transmettre sous 3 mois :

- l'intégralité des résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques du 2ème semestre 2025,
- les résultats de la nouvelle campagne de mesures du 10 février 2026,
- une note d'interprétation des dépassements et les actions correctives engagées pour aboutir à un retour à la conformité suite aux dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) en CO.
- les résultats de l'évaluation des polluants rejetés (ceux suivis sur E1) par le conduit de sécurité E2 durant un maintien à chaud sans production et sans ventilation programmée le 5 février 2026.

Suite à l'incident signalé le 21 décembre 2025 relatif à l'ouverture de la cheminée d'urgence E2, l'exploitant a transmis le 2 janvier 2026 son rapport d'incident provisoire. Ce dernier devra être complété sous 3 mois notamment suite aux investigations prévues par la société en charge de la maintenance.

Le point de contrôle concernant la recherche des amines n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Valeur limite de concentrations des amines du conduit E5

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.2.3 partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 09/10/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Valeurs limites d'émission : E5 - Concentration en amines = 3 mg/Nm <sup>3</sup> E5 - Flux horaire max en poussière = 0,99 kg/h [...]
<b>Constats :</b>  Par courriels des 17 octobre et 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis les résultats des analyses

<p>des concentrations en amines des 2 tubes de prélèvements du rejet du conduit E5 réalisés le 10 juin 2025 en présence de l'inspection.</p> <p>Vu le rapport n°B25/R40519/00287 du laboratoire extérieur agréé de prélèvements.</p> <p>Vu les rapports n°Z1UF050_AMI_R1 et n°Z1UF051_AMI_R1 du laboratoire extérieur d'analyses des amines.</p> <p>Aucune des 16 amines recherchées n'est détectée sur les 2 tubes de prélèvement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.2.2 et 3.2.3 partiels</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées / Conditions générales de rejet tableau non reproduit [...]</p> <p>Article 3.2.3. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides ;</li> <li>• à une teneur en 8% O<sub>2</sub> pour le cubilot (émissaire E1) et sur effluents bruts pour les autres émissaires.</li> </ul> <p>On entend par flux de polluants, la masse de polluants rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <p>tableau non reproduit [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un laboratoire extérieur agréé est intervenu du 10 au 13 juin 2025 pour réaliser la campagne semestrielle de mesures du 1er semestre 2025 pour les conduits E1 et E5. Les résultats de cette campagne montrent le respect des valeurs limites des articles précités à l'exception de la concentration et du flux en monoxyde de carbone (CO) pour E1 (cubilot) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- concentration en CO = 162 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE de 100 mg/Nm<sup>3</sup>,</li> <li>- flux horaire en CO = 6,02 kg/h pour une VLE de 2,5 kg/h.</li> </ul> <p>Un laboratoire extérieur agréé est intervenu du 17 au 19 décembre 2025 pour réaliser la campagne semestrielle de mesures du 2ème semestre 2025.</p> <p>L'extrait du rapport provisoire n°B26_R40519_00311 Provisoire - REJET 1 - Cubilot de l'autosurveillance des rejets atmosphériques du 2ème semestre 2025 relève un nouveau dépassement de la VLE du conduit E1 pour ce qui concerne le CO :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- concentration en CO = 128,1 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE de 100 mg/Nm<sup>3</sup>,</li> <li>- flux horaire en CO = 5,12 kg/h pour une VLE de 2,5 kg/h.</li> </ul> <p>L'inspection note une non-conformité persistante sur le CO pour le conduit E1. Un laboratoire</p>

<p>agréé interviendra le 10 février 2026 pour réaliser de nouvelles mesures. L'inspection rappelle à l'exploitant les dispositions de l'article 9.3.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2018 modifié précité, qui prévoit :</p> <p>"L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement."</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte tenu des engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suites administratives dans l'immédiat mais demande à l'exploitant de lui transmettre sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'intégralité des résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques du 2ème semestre 2025,</li> <li>- les résultats de la nouvelle campagne de mesures du 10 février 2026,</li> <li>- une note d'interprétation des dépassements et les actions correctives engagées pour aboutir à un retour à la conformité.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Usage de la cheminée E2

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions atmosphériques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/10/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2026</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.</p> <p>Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 9 octobre 2025, 4 situations nécessitant l'usage de la cheminée de sécurité avaient été identifiées.</p> <p>Certaines de ces situations nécessitent des investigations complémentaires pour positionner les émissions atmosphériques vis-à-vis des VLE prescrites.</p> <p>Pour ce faire, l'intervention d'un laboratoire extérieur est prévue le 5 février 2026 avec remise du rapport d'analyses au plus tard pour le 10 avril 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte tenu des engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suites administratives dans l'immédiat mais demande à l'exploitant de lui transmettre sous 3 mois les résultats de l'évaluation des polluants rejetés (ceux suivis sur E1) par le conduit de sécurité E2 durant un maintien à chaud sans production et sans ventilation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 4 : Rapport relatif à l'incident signalé le 21/12/2025**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 2.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incidents ou accidents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 21 décembre 2025 à 19h56, l'exploitant a informé l'inspection que la cheminée de sécurité a été plusieurs fois ouverte le jour même lors de la phase de démarrage.</p> <p>Par courriel du 2 janvier 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport d'incident provisoire relatif à l'évènement du 21 au 23 décembre 2025.</p> <p>L'exploitant a par la suite réalisé la déclaration d'incident en ligne le 4 janvier 2026.</p> <p>Afin de déterminer les causes exactes de l'évènement, l'exploitant a engagé des investigations complémentaires notamment par l'intervention de la société en charge de la maintenance sur le site le 20 janvier 2026.</p> <p>L'exploitant s'engage à finaliser le rapport d'incident en s'appuyant sur les conclusions de ces investigations et à le transmettre à l'inspection.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Au regard des actions engagées par l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suites administratives mais demande à l'exploitant de lui transmettre sous 3 mois un rapport d'incident finalisé de l'évènement des 21, 22 et 23 décembre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois